

Le paradoxe de la monnaie chez Adam Smith

Jean-Marie Harribey

in Vanessa Oltra et Jean-Marie Harribey (dir.)

Les Lumières d'Adam Smith, La philosophie et l'économie en scène

Le Bord de l'eau, 2016, p. 139-152

L'histoire de la pensée économique enseignée le plus communément a retenu un Adam Smith père de la « main invisible » organisant l'équilibre spontané des échanges entre les individus. Pourtant, dix-sept ans avant la célèbre *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*¹, le philosophe écossais avait publié *Théorie des sentiments moraux*², qui ouvrait une tout autre perspective. Loin d'être mû par son seul intérêt égoïste, l'individu cherche reconnaissance sociale dans la rencontre avec les autres. Ainsi, l'empathie serait au fondement de l'harmonie de la société, et on ne pourrait plus considérer les individus comme des êtres isolés fondant la société, ce qui est un oxymore que Smith avait évité – *l'homo œconomicus* étant, selon la doxa, un être social sans avoir besoin d'être socialisé –. Pourtant, la conception de la monnaie qu'il va adopter, et que reprendra toute l'économie politique classique avant d'être celle de l'analyse néoclassique un siècle et demi plus tard, est aux antipodes de celle qui voit dans la monnaie une véritable institution sociale préalable aux échanges, un rapport social, un rapport d'appartenance à un collectif, ainsi que l'ont montré de nos jours nombre de recherches. Pourquoi Smith, qui semble dans sa *Théorie des sentiments moraux* sur une voie différente de celle de *l'homo œconomicus*, retient-il une conception de la monnaie qui s'avèrera être un voile, un simple instrument économique coupé de toute référence sociale ? C'est le paradoxe, sinon la contradiction, qu'il faut élucider pour comprendre la facilité avec laquelle Smith a été enrôlé ultérieurement au service d'une pseudo-science économique naturalisant les faits sociaux. Nous proposons deux hypothèses pour expliquer ce paradoxe. D'une part, Smith entend mener une bataille intellectuelle contre le mercantilisme assimilant la richesse aux métaux précieux. D'autre part, il focalise son attention sur la formation des prix relatifs entre les marchandises qui n'ont pas besoin de monnaie pour être exprimés.

1. Adam Smith contre le mercantilisme

Lorsqu'Adam Smith prend la plume dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, il le fait en tant que philosophe qui a déjà en tête l'idée d'embrasser tout ce qui peut contribuer à la bonne marche de la société et au bien-être des individus. Il va donc rapidement rencontrer cette chose qu'Antoine de Montchrestien avait nommée dès 1615 « économie politique ». À l'époque de Smith, deux courants de pensée dominant : le mercantilisme, qui comprend de nombreux contributeurs des deux côtés de la Manche, et la physiocratie en France. Smith consacre tout le Livre IV de *La richesse des nations* à la critique de ces deux théories. Il faut ajouter aussitôt que cette partie, intitulée « Des systèmes d'économie politique », contient huit chapitres consacrés au mercantilisme et un seul à la physiocratie.³ Non pas que cette dernière soit mal connue de Smith, mais il a vite fait d'en montrer la principale faille, celle d'avoir limité à la terre la possibilité d'engendrer de la richesse, alors que, pour lui, le travail dans

¹ A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991.

² A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, 1759, Paris, Éd. Guillaumin, 1860, réimpr. Plan de La Tour, Éd. d'Aujourd'hui, 1982.

³ Ce livre IV de *La richesse des nations* occupe 200 pages de l'édition française à notre disposition, soit un tiers du tome 2.

toute activité visant à développer le capital est productif. Car c'est bien la compréhension de la nature et de l'origine de la richesse qui intéresse Smith ; or, les mercantilistes ont tous assimilé la richesse à la détention d'or et de métaux précieux qui constituaient alors le support de la monnaie.

C'est donc au mercantilisme que Smith consacre l'essentiel de sa critique. Les philosophes et économistes rattachés à ce courant (notamment Bodin, Montchrestien, Laffemas, Locke, Mun, Petty) ou bien les politiques ayant tenté de mettre en application ses idées (le plus connu en France est Colbert), aux XVI^e et XVII^e siècles raisonnent tous dans le contexte né lors de la Renaissance et de la découverte du Nouveau monde. Cette période vit l'arrivée en Europe de grandes quantités d'or et de métaux précieux pillés par les colonisateurs, et dont une bonne partie est convertie en monnaie. Ce mouvement se déroule alors que les États européens, en voie de constitution, sont tous en quête de puissance, dont la monnaie est un élément décisif. Ainsi s'impose la relation entre quantité de monnaie, dynamisme de l'économie et pouvoir régalien.

En assimilant la richesse à la quantité de monnaie, il s'ensuit que les États doivent développer les exportations, limiter les importations, donc dégager des excédents extérieurs afin de faire entrer de l'or et, pour cela, encourager et protéger les manufactures nationales. « M. Locke observe qu'il y a une distinction à faire entre l'argent et les autres biens meubles. Tous les autres biens meubles, dit-il, sont d'une usure si périssable, qu'il y a peu de fonds à faire sur la richesse qui consiste dans ce genre de biens, et une nation qui en possède, dans une année, une grande abondance, peut sans aucune exportation, mais par sa propre dissipation et son imprudence, en manquer l'année suivante. L'argent, au contraire, est un ami solide qui, tout en voyageant beaucoup de côté et d'autre et de main en main, ne court pas le risque d'être dissipé ni consommé, pourvu qu'on l'empêche de sortir du pays. Ainsi, suivant lui, l'or et l'argent sont la partie la plus solide et la plus essentielle des richesses mobilières ; et d'après cela il pense que le grand objet de l'économie politique, pour un pays, ce doit être d'y multiplier ces métaux. »⁴

Première objection de Smith : « Mais ils [ces raisonnements] n'étaient que de purs sophismes quand ils supposaient que le soin de conserver ou d'augmenter la quantité de ces métaux appelait plus particulièrement l'attention du gouvernement que ne le fait le soin de conserver ou d'augmenter la quantité de toute autre marchandise utile que la liberté du commerce ne manque jamais de procurer en quantité convenable, sans qu'il soit besoin de la moindre attention de la part du gouvernement. »⁵

Il s'ensuit de la part de Smith toute une argumentation qui montre que la recherche systématique d'excédents de la balance commerciale comporte des aspects pervers, dont le premier est qu'un excédent ici a un déficit en vis-à-vis ailleurs. Pire, la prohibition de certaines importations pour éviter les sorties d'or peut se retourner contre l'industrie nationale si elles servent de matières premières ou intermédiaires. Smith n'oublie pas les avantages du commerce international dont bénéficient toutes les parties : « Si la balance est égale des deux parts, et si le commerce entre ces deux places ne consiste uniquement que dans l'échange respectif de leurs marchandises nationales, alors, dans la plupart des circonstances, non seulement elles gagneront l'une et l'autre, mais encore elles gagneront toutes deux autant ou presque autant l'une que l'autre ; chacune fournira un marché à l'excédent de produit de l'autre ; chacune servira à remplacer un capital que l'autre aura employé à faire naître cet excédent de produit, capital qui aura été distribué entre une partie des habitants de cette dernière, et qui leur aura fourni un revenu et un moyen de subsister. »⁶

⁴ A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, op. cit., tome 2, p. 14.

⁵ *Ibid.*, p. 17.

⁶ *Ibid.*, p. 81.

Parmi les mercantilistes, Bodin fut celui qui formula une première ébauche de la théorie quantitative de la monnaie, faisant de l'augmentation de la quantité de monnaie la cause de l'augmentation des prix. Cette thèse n'est évoquée qu'en creux par Smith. Dans le chapitre II du Livre III⁷ de *La richesse des nations*, il s'attache à plaider pour que l'émission de papier-monnaie par les banques ne dépasse pas l'or et l'argent dont elles disposent.

De la *Théorie des sentiments moraux* à *La richesse des nations*, Smith va progressivement opérer une double substitution : une conception de la richesse réelle opposée à celle assimilée à la monnaie ; et une conception de l'enrichissement illimité conçu comme l'accumulation de biens opposée à celle d'un enrichissement fondé sur une accumulation de monnaie. L'évolution de la pensée de Smith est subtile, car, dans la *Théorie des sentiments moraux*, il insiste sur le fait que ce qui est désirable, ce ne sont pas tant les plaisirs que les moyens de les atteindre : « Si l'on examine pourquoi le spectateur accorde tant d'admiration à la condition des riches et des grands, nous trouverons que ce n'est pas tant à cause des plaisirs vifs et recherchés dont on suppose qu'ils jouissent, qu'à cause des moyens nombreux et artificiels qu'ils ont de se procurer ces plaisirs. On ne les croit pas plus heureux que d'autres, mais on croit qu'ils ont plus de moyens de l'être ; et on admire principalement leur situation, parce qu'elle est la réunion élégante et ingénieuse de ces moyens. »⁸

Transposée à l'échelle économique, donc dans *La richesse des nations*, cette idée deviendra : la source ou le moyen de l'enrichissement de tous est l'accumulation de capital, provenant de l'épargne, et non pas la détention de monnaie. C'est l'*enrichissement de tous* qu'il faut souligner : on n'est plus dans la métaphore de *La fable des abeilles ou les vices privés font le bien public* de Mandeville (1705), les avances faites aux travailleurs ne permettent pas seulement à ceux-ci de produire des biens de luxe pour les capitalistes, mais d'enclencher un processus de reproduction élargi dans l'ensemble de la société.

La double substitution évoquée ci-dessus signifie que la sympathie de la *Théorie des sentiments moraux*, qui porte les humains à adopter une conduite spéculaire (en miroir les uns des autres) est un processus possible mais non automatique. C'est la concurrence sur le marché qui oblige les individus à se conformer aux règles de morale et de justice.⁹ On est donc en présence d'une certaine continuité entre la *Théorie des sentiments moraux* et *La richesse des nations*, mais aussi d'une transformation de la perspective théorique. En effet, la question qu'avait posée Hume reste en suspens : si l'obligation morale et la justice sociale ne peuvent avoir leur source dans la religion, alors il faut leur trouver un autre sens. Smith répond par le regard des autres, sans doute parce que les satisfactions morales priment sur les satisfactions matérielles. Ce qui permet la cohérence entre les deux ouvrages de Smith, c'est la mise en avant de la liberté comme condition du progrès car celui-ci finit toujours par l'emporter sur le développement des inégalités sociales. Le côté positif de l'accumulation du capital pourra alors être affirmé.

La rupture est en tout cas consommée avec le « système mercantile », comme dit Smith. Elle l'est aussi avec la physiocratie, quoiqu'il termine son Livre IV de *La richesse des nations* en soulignant le mérite de cette dernière : « Avec toutes ses [de la physiocratie] imperfections, néanmoins, ce système est peut-être, de tout ce qu'on a encore publié sur l'économie politique, ce qui se rapproche le plus de la vérité, et sous ce rapport il mérite bien l'attention de tout homme qui désire faire un examen sérieux des principes d'une science aussi importante. Si, en représentant le travail employé à la terre comme le seul travail productif, les idées qu'il veut donner des choses sont peut-être trop étroites et trop bornées, cependant, en représentant la richesse des nations comme ne consistant pas dans ces richesses non

⁷ *Ibid.*, tome 1.

⁸ A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, op. cit., p. 209.

⁹ Sur ce point, voir D. Diatkine, « Présentation de *La richesse des nations* », dans A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, op. cit. tome 1.

consommables d'or et d'argent, mais dans les biens consommables reproduits annuellement par le travail de la société, et en montrant la plus parfaite liberté comme l'unique moyen de rendre cette reproduction annuelle la plus grande possible, sa doctrine peut être, à tous égards, aussi juste qu'elle est grande et généreuse. »¹⁰

2. La valeur et l'accumulation sans monnaie chez Adam Smith

Dans sa critique du mercantilisme, Smith rejette l'assimilation de la richesse à la monnaie. Il lui substitue une autre assimilation dans *La richesse des nations* : celle de la richesse à la somme des valeurs d'usage concrètes et matérielles disponibles. Il fait donc un pas en avant, mais il arrête son raisonnement au point où se fait le passage de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Comment intégrer la distinction entre ces deux concepts remontant à Aristote avec le fait de l'échange monétaire ? « Mais quand les échanges ne se font plus immédiatement, et que l'argent est devenu l'instrument général du commerce, chaque marchandise particulière est plus souvent échangée contre de l'argent que contre toute autre marchandise. Le boucher ne porte guère son bœuf ou son mouton au boulanger ou au marchand de bière pour l'échanger contre du pain et de la bière. La quantité d'argent que sa viande lui rapporte détermine aussi la quantité de pain et de bière qu'il pourra ensuite acheter avec cet argent [...] De là vient qu'on estime souvent la valeur échangeable de chaque marchandise par la quantité d'argent, que par la quantité de travail ou de toute autre marchandise qu'on pourrait avoir en échange. »¹¹ Le fait est avéré mais Smith en reste à un constat de commodité. Il reviendra à Marx de proposer trois niveaux d'analyse pour résoudre ce problème : 1) la valeur d'usage est une condition nécessaire mais non suffisante de la valeur ; 2) celle-ci est définie comme une fraction du travail socialement validé en monnaie ; 3) et elle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion mesurée par la quantité de travail socialement nécessaire. Il en résulte une irréductibilité de la richesse à la valeur.¹²

Si Smith a raison de refuser l'assimilation de la richesse à la monnaie, ce refus va le conduire à dissocier monnaie et capital, à dissocier le fait monétaire de l'accumulation du capital, au motif que l'augmentation de la quantité de monnaie ne saurait donner davantage de capital productif. Smith initiera alors la relation classique et néoclassique qui va de l'épargne à l'investissement : c'est la première qui détermine le second.

Comme la division du travail explique selon lui l'augmentation de la productivité et donc le foisonnement de la production, ces valeurs d'usage sont échangées sur le marché. Se pose alors la question des rapports d'échange entre elles : selon Smith, dans le cadre d'une économie avec salariat (donc capitaliste), ces rapports se fixent sur la base du travail commandé¹³, c'est-à-dire de la quantité de travail que telle valeur d'usage peut se procurer à travers une autre valeur d'usage. Dès lors, ces valeurs d'échange sont des rapports entre elles, donc des valeurs relatives. Smith raisonne en termes réels pour lesquels il n'a pas besoin d'une monnaie active, celle-ci n'est qu'un intermédiaire des échanges.

L'approche en termes d'économie réelle est un point commun entre les principaux auteurs de l'époque classique qu'ouvre véritablement Smith, qui les amène à considérer la monnaie comme voile et ne jouant pas de rôle sur le système productif. C'est un paradoxe, car l'économie politique classique intègre le marché dans sa vision, en fait même le régulateur suprême et l'harmonisateur universel des intérêts, et, de plus, elle fait de l'échange marchand

¹⁰ A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, op. cit. tome 2, p. 299.

¹¹ A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, op. cit. tome 1, p. 101.

¹² Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

¹³ Thèse réfutée plus tard par Ricardo à cause du raisonnement circulaire qu'elle contient : le salaire est déterminé par le prix du blé et ce dernier par le salaire.

l'acte fondateur de la société. En faisant du travail le fondement de la valeur, malgré leurs formulations divergentes, Smith et Ricardo situent celui-ci dans l'acte de production sur lequel la monnaie n'exerce pas d'influence. Bien que le marché soit présent dans les théories classiques de la valeur, la monnaie, pourtant indispensable au marché, reste exclue de celles-ci.

Puisqu'il y a dissociation entre valeur d'usage et valeur d'échange pour Smith (et pour Ricardo plus tard), la valeur d'échange doit avoir un fondement objectif indépendant des caractéristiques de la marchandise, de l'usage qui est fait par l'utilisateur et de l'unité monétaire. En effet, la richesse n'est pas les métaux précieux. Or la monnaie est assimilée aux métaux précieux qui la composent. Donc la monnaie n'est pas la richesse. Le syllogisme contre le mercantilisme est presque parfait. Pour Smith, la valeur des métaux précieux varie¹⁴. En revanche, le travail ne varie jamais dans sa valeur propre¹⁵, car Smith raisonne non pas en termes de quantités physiques de travail mais en termes de travail salarié homogénéisé par le salaire, qui dépend lui-même du prix des marchandises, d'où le raisonnement circulaire de Smith. La valeur des marchandises est donc mesurée, selon Smith, par la quantité de travail salarié qu'elles permettent d'acheter et non par la quantité de travail qu'elles contiennent. En retenant le travail commandé (c'est-à-dire salarié) rendu homogène, il n'y a pas besoin de monnaie pour mesurer la valeur des marchandises.

C'est sur cette conception de rapports d'échange comme prix relatifs, sans intervention de la monnaie, que les ricardiens modernes tenteront de résoudre un système de prix de production qui donne lui aussi des prix relatifs. Et la recherche d'un étalon universel et invariable de la valeur par Ricardo et Sraffa¹⁶ n'a pas non plus besoin de monnaie. Le taux de profit et la part des salaires dans le revenu national sont liés par une relation indépendante de la monnaie et même du niveau de la production (elle dépend seulement, dans cette vision, de la structure de la production¹⁷).

Au final, la monnaie reste exclue par Smith et les théories classiques de la valeur, malgré la prise en compte du marché. Selon Smith, qui reprend l'idée de Petty et de Turgot, le prix du marché gravite autour du prix naturel (on dira plus tard prix de production), qui renvoie aux conditions objectives indépendantes de ce qui se passe sur le marché, ce qui est faux car il peut y avoir déplacement des capitaux à la suite d'une réaction du marché. Dans les échanges internationaux, les coûts de production sont comparés ; mais c'est un recul par rapport à la théorie de la valeur-travail, car on fait un calcul de coût d'opportunité et on a encore moins besoin de monnaie. Même Stuart Mill, qui fit pourtant intervenir les offres et les demandes réciproques, ne prendra pas en considération la monnaie.

Il y a certes des échanges monétaires et des revenus distribués qui sont monétaires, mais ces derniers sont entièrement consommés ou investis. L'épargne ne peut être thésaurisée. Cela permet de conclure à l'impossibilité de la surproduction. L'harmonie universelle et naturelle est préservée et l'ensemble théorique reste cohérent. En effet, dans une économie de troc, la loi des débouchés est bien sûr vérifiée, ce qui interdit de voir que la monnaie est réserve de valeur, désirée pour elle-même, et surtout de comprendre les crises. Si la monnaie n'exerce pas d'influence sur les prix relatifs, elle peut influencer le niveau général des prix. D'où l'ébauche de la théorie quantitative de la monnaie à laquelle participent les classiques (après Bodin, Locke, Hume, Cantillon) et notamment Ricardo avec la thèse bullioniste (qui donnera naissance à la *currency school*) affirmant que l'émission excessive de monnaie-papier ou

¹⁴ A. Smith, *La richesse des nations*, op. cit., tome 1, p. 101.

¹⁵ *Ibid.*, p. 102.

¹⁶ D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992 ; P. Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960, Paris, Dunod, 1970.

¹⁷ Voir G. Duménil, *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica, 1980, p. 31.

métallique inconvertible est à l'origine de l'inflation, de la dépréciation du change et de la flambée du prix de l'or, et qu'il convient donc de revenir à l'étalon métallique et de restreindre la circulation des billets. La monnaie est neutre à l'égard de la production et elle sera alors neutralisée à l'égard des prix. Et si elle est neutralisée à l'égard des prix, elle ne peut effectivement pas influencer la sphère réelle. La loi de Say et la théorie quantitative de la monnaie s'impliquent réciproquement. À défaut d'avoir raison, l'économie politique comporte une certaine cohérence : bien qu'adoptant des points de départ différents sur la théorie de la valeur, les théoriciens classiques arrivent tous à l'association entre la monnaie-voile, la loi des débouchés et la théorie quantitative de la monnaie.

Plus largement, en neutralisant la monnaie, on lui donne un statut « naturel » et elle échappe à la volonté humaine et politique. Or, dans une optique à la fois marxiste, keynésienne et institutionnelle, la monnaie, définie comme un rapport social, suppose l'État. Il n'est pas étonnant alors qu'il y ait un continuum entre l'absence de rôle attribué à la monnaie et un choix normatif de ne laisser à l'État que les attributions du pouvoir régalién, en limitant au maximum son ingérence dans l'économie. La voie sera donc ouverte, un siècle plus tard, pour les néoclassiques, mais au prix d'une certaine dénaturation de la pensée de Smith.¹⁸ Mais on peut se demander si le ver n'était pas dans le fruit : la monnaie étant une institution sociale, elle est donc un outil du lien social¹⁹, mais en même temps elle permet de se libérer du lien avec autrui puisqu'elle éteint la dette privée. C'est cette ambivalence qui explique l'incompréhension de la monnaie par l'école classique et l'école néoclassique qui en font une simple unité de compte, un simple instrument économique.²⁰

C'est le grand écart de la théorie classique : d'un côté, le naturalisme le plus complet ; de l'autre, une théorie de la valeur (chez Smith et Ricardo) qui plonge au cœur des rapports sociaux. Bien que l'échange marchand soit conçu comme l'acte fondateur de la société, et bien que les échanges se déroulent en monnaie, celle-ci n'est pas vue comme une institution sociale, encore moins comme un enjeu entre les classes sociales. Paradoxe de plus car la production est répartie entre les classes et le surproduit est approprié par les propriétaires du capital et de la terre. Comment combler ce grand écart ? Par un tour de passe-passe : la propriété privée, apanage des uns et pas des autres (qui n'auront alors que leurs bras), est naturelle ! Smith s'écarte donc de Hume pour qui le droit de propriété n'est pas naturel mais le résultat d'une convention sociale.

Karl Polanyi avait noté une contradiction chez Ricardo, mais qu'il aurait pu imputer aussi à Smith : « Dans le cas de Ricardo, la théorie contient par elle-même un élément qui en contrebalance le naturalisme rigide. Cet élément, qui imprègne tout son système et qui est fermement fondé dans sa théorie de la valeur, c'est le principe du travail. Il complète ce que Locke et Smith avaient commencé, l'humanisation de la valeur économique ; ce que les physiocrates ont attribué à la nature, Ricardo le réclame pour l'homme. Dans un théorème erroné, mais d'une immense portée, il investit le travail de la capacité unique de constituer la

¹⁸ Voir sur un point voisin J. Delemotte, « Adam Smith, défenseur du prolétariat », *L'Économie politique*, n° 67, juillet 2015, p. 87-101.

¹⁹ L'argent comme lien social : « Aux époques où le métabolisme social est profondément troublé, il arrive qu'on enterre de l'argent sous forme de trésor, même au stade développé de la société bourgeoise. On sauve ainsi du mouvement social le lien social sous sa forme solide. Pour le possesseur de marchandises ce lien est constitué par la marchandise, et la forme adéquate de celle-ci est l'argent. Le *nervus rerum* social est enseveli avec le corps qu'il innerve. » K. Marx, *Critique de l'économie politique*, 1859, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 389-390.

²⁰ La nature sociale de la monnaie empêche de considérer les monnaies locales complémentaires comme des monnaies complètes, parce que, pour construire une cohésion sociale, il faut un territoire, un périmètre suffisant pour avoir une véritable dimension du social (par exemple, créer une sécurité sociale). Dans un autre domaine, la crise de l'euro est largement due au défaut de construction politique.

valeur, réduisant ainsi toutes les transactions concevables dans une société économique au principe de l'échange égal dans une société d'hommes libres. »²¹

À notre sens, l'erreur des classiques anglais ne réside pas dans leur ébauche de la théorie de la valeur, mais dans la contradiction entre le cadre social de cette théorie et le naturalisme du reste de l'œuvre de ces auteurs. Il reviendra à Marx de faire éclater cette contradiction et de réfuter les conceptions des lois économiques prétendument naturelles et universelles. Mais le mal était fait. Et on verra alors s'imposer le dogme selon lequel la rationalité individuelle de l'*homo œconomicus* n'a, paraît-il, nul besoin de l'existence préalable de la société.²²

²¹ K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983, p. 173.

²² J.-M. Harribey, « L'économie politique à la recherche de son objet », *Raison présente*, « Réduction et émergence dans les sciences », n° 191, 3^e trimestre 2014, p. 107-118, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/epistemo-eco-po.pdf>.